

Le Lien

Organe Central du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme

Dimanche 28 juillet 2013

Le sens et l'actualité du combat de notre camarade Henri Alleg

<http://www.lien-pads.fr/article-le-sens-et-l-actualite-du-combat-de-notre-camarade-henri-alleg-119280613.html>

*Par la rédaction du Lien-PADS
28 juillet 2013*

La vie de notre camarade disparu Henri Alleg, de son nom d'état-civil Harry Salem, a été l'incarnation du courage, de la lucidité et de la fidélité aux idéaux communistes, du rejet du reniement et du révisionnisme. Pour toutes les générations de révolutionnaires présentes ou à venir, elle représente un parcours exemplaire dans le combat pour un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste et de la domination impérialiste, un monde communiste.

Décédé à 92 ans, Henri a assumé jusqu'au bout et avec détermination depuis son plus jeune âge toutes les responsabilités que sa conscience de révolutionnaire internationaliste lui dictait.

Né en Angleterre de parents juifs russo-polonais chassés par les pogroms anti-sémites, il prend vite conscience que les discriminations racistes ou religieuses sont secrétées par les systèmes exploités pour diviser les travailleurs et les peuples, les empêcher de s'unir dans leur combat pour construire une société nouvelle sans classes permettant pour la première fois de réaliser les aspirations à une véritable fraternité entre les hommes.

Révolté par l'oppression colonialiste, Henri Alleg adhère au communisme

Arrivé en Algérie en 1939, poussé par le besoin irrésistible d'aller à la rencontre des autres peuples de la planète, il découvre la condition misérable infligée par l'oppression coloniale à l'immense majorité du peuple algérien, à l'exception d'une petite minorité de féodaux enrichis par l'expropriation de la paysannerie en récompense pour sa trahison et sa collaboration avec les colonialistes. Il est frappé par la vue de la richesse insolente d'une poignée de gros colons et de l'effroyable misère des "indigènes", notamment des enfants en haillons, ne mangeant pas à leur faim et interdits d'école par le système colonial. Au contact des réalités de la colonisation, sa tendance internationaliste s'affirme. Il est révolté par la négation des droits les plus élémentaires de ses derniers par le colonialisme : droits aux mêmes avantages sociaux et économiques, droits à l'eau potable, aux soins, droits à l'école, droits à s'organiser librement dans des partis et syndicats, droits à élire ses représentants, droits à s'appeler Algériens et non "indigènes".

Il palpe du doigt le racisme inhérent au système colonial, son besoin intrinsèque de dresser à l'aide de sa presse et de ses institutions les travailleurs européens contre le peuple algérien afin de préserver l'ordre exploiteur et oppresseur des Cent seigneurs de la colonisation, ceux qui contrôlaient toutes les richesses du pays: les terres les plus fertiles, les nappes alfatières, les mines, les banques, les ports et les navires, de même que toutes les institutions, des mairies jusqu'aux préfectures en passant par les chambres de commerce, etc. Il découvre très vite que le mythe colonial cachait une cruauté sans limite des oppresseurs. Son esprit critique, son humanisme concret inné, sa vigilance intellectuelle aiguisée par son attrait pour l'idéologie prolétarienne et la lutte des forces révolutionnaires en France, en Espagne ou ailleurs, sa méfiance instinctive de la domination des détenteurs de richesses, l'amènent à rejeter spontanément la propagande sur la prétendue mission civilisatrice de la France dans les colonies et, en particulier, en Algérie. Il fait partie de ce petit nombre de citoyens français qui ne se sont pas laissés intoxiquer par la propagande orchestrée par la bourgeoisie impérialiste pour justifier l'exploitation des richesses naturelles des colonies. Il ne s'est pas laissé duper non plus par les discours trompeurs des socialistes qui prétendaient que grâce à l'expansion coloniale ils allaient aider les peuples "arriérés" à accéder au progrès. Spontanément, Henri mettait en application les mots d'ordre de l'Internationale communiste sur le soutien inconditionnel au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et que les socialistes refusaient obstinément dans leur tendance à "gérer loyalement" les intérêts des capitalistes.

La propagande colonialiste menée dès l'école jusqu'à l'Université, développée par la presse aux mains des magnats, la radio, l'Eglise, les partis et organisations de la bourgeoisie, avait conditionné en profondeur l'immense majorité des Français, y compris une bonne partie du prolétariat. Henri fait partie de ces révolutionnaires

intransigeants que les idées dominantes de la classe dominante n'avaient pas réussi à asservir et qui ont su percer et combattu de toutes leurs forces les mensonges de cette propagande. C'est un exemple à méditer et à suivre aujourd'hui. De larges secteurs de l'opinion qui prétendent se situer dans le camp du progrès, y compris parmi les peuples anciennement colonisés, se laissent prendre, comme ceux qui les ont précédés à l'époque des colonies, par la propagande de la presse impérialiste. Cette presse qui a atteint aujourd'hui un degré inimaginable de concentration et qui dispose d'un réseau international tentaculaire à travers les télévisions satellitaires, les réseaux internet, continue comme jamais à intoxiquer les peuples pour maintenir leur asservissement. Cette fois-ci le travail de "formatage" est mené sous le mot d'ordre hypocrite de la promotion de la démocratie, des "droits de l'homme" et des minorités. Etre fidèle au parcours militant de Henri, c'est avoir constamment à l'esprit cette thèse fondamentale que les idées dominantes sont celles de la classe dominante, celle qui possède les moyens de production, les banques et l'argent et donc des moyens de propagande colossaux pour tromper les travailleurs. C'est n'accorder absolument aucune confiance à la propagande et au soi-disant travail d'information des médias tenus par les oligarchies capitalistes. C'est manifester son mépris pour l'armée des chiens de garde, pseudo journalistes exécutant les ordres de leurs maîtres pour faire passer au sein des peuples les mensonges de leurs exploiters. C'est obéir à des choix de classe en combattant sans répit les mensonges propagés, défendre le droit de la classe ouvrière, des couches populaires exploitées à lutter pour abolir par tous les moyens le capitalisme, instaurer le socialisme. C'est s'inspirer de son exemple en dévoilant aujourd'hui sans répit les véritables objectifs des puissances impérialistes dont l'agressivité, proportionnelle à la gravité de la crise qui mine le système capitaliste, se manifeste par leurs manœuvres et agressions criminelles en Afrique et dans les pays arabes, Irak, Libye, Syrie, Mali, par leur soutien aux régimes moyenâgeux du Golfe, aux forces réactionnaires d'Amérique latine, etc.

Abhorrant le colonialisme et l'arrogance de la bourgeoisie, notre camarade Henri a tout naturellement adhéré au seul parti qui incarnait à la fois le rejet de la domination coloniale et le combat pour une société socialiste dirigée par la classe ouvrière et ses alliés, fondée sur la socialisation des grands moyens de production. Il l'a fait tout en ayant tissé des liens de sympathie avec les militants nationalistes et exprimé son soutien à leur juste cause sans pour autant partager toutes leurs analyses. Il a adhéré au Parti communiste algérien à un moment où il était réduit à l'action clandestine après sa dissolution par le gouvernement français, avec l'appui de la droite et du parti socialiste, à un moment où pratiquement tous ses dirigeants et un grand nombre de ses militants avaient été arrêtés. En un mot, il a choisi d'adhérer à ce parti à un moment où il était dangereux de le faire, quand le communiste courrait le risque d'être assassiné par les fascistes de Vichy ou de se retrouver en prison où il pouvait être emporté par la faim et le typhus comme Kaddour Belkaïm, son secrétaire général jeté dans les geôles de la sinistre prison Barberousse. Il a montré que le vrai communiste est celui qui ne se laisse pas abattre par les défaites enregistrées dans la lutte pour

l'émancipation des exploités, pour le renversement du pouvoir des exploités. Le vrai communiste est celui qui ne court derrière aucun privilège, celui dont le devoir permanent est de poursuivre inlassablement son combat quelles que soient les circonstances, celles du travail légal comme celles du travail clandestin, celui qui accepte de militer même dans les conditions les plus difficiles, qui ne recule pas devant les sacrifices et la perspective de la prison, de la torture, de la mort.

Henri ne s'était pas laissé ébranler par la propagande furieuse de la bourgeoisie métropolitaine et coloniale après la signature en 1939 par l'URSS et l'Allemagne nazie du pacte de non-agression. Instinctivement il avait compris que cet accord déjouait les plans des puissances impérialistes françaises, anglaises tendant à orienter la puissance de feu nazie contre la patrie socialiste naissante du prolétariat mondial. Bien que sa formation idéologique et politique fût encore balbutiante, il sut distinguer le vrai du faux et comprendre que le rempart contre le fascisme était représenté par l'URSS et les partis communistes. Jamais Henri ne céda à la propagande bourgeoise et ne se déjugea sur cette question malhonnêtement utilisée par la réaction mondiale et les révisionnistes de toutes tendances dans leurs tentatives d'assimiler le communisme au nazisme .

Henri Alleg anime le travail d'Alger républicain pour le pain, la liberté, la solidarité internationale et le socialisme

Ses qualités personnelles, ses convictions idéologiques, son dévouement, sa fermeté, son esprit de discipline et sa rigueur, furent à la base du choix effectué par la direction du PCA pour lui confier en 1951 la direction du quotidien Alger républicain dont la majorité des actionnaires avait évolué vers le soutien aux idées communistes.

Dans le contexte du renforcement de l'URSS, du camp socialiste, du mouvement communiste et ouvrier mondial, de leur prestige immense, de la montée irrésistible du mouvement de libération nationale, des premiers fruits politiques et organiques de la rectification de la ligne du PCA sur la question nationale, Alger républicain allait pouvoir s'engager avec encore plus de résolution dans le combat anticolonialiste, le cap fermement tenu vers le grand objectif stratégique du socialisme.

Une pléiade de nombreux jeunes militants dévoués avait embrassé les idéaux communistes et était disposée à prendre en main le journal pour répandre les appels à la mobilisation et au soutien des travailleurs et du peuple algériens dans leurs luttes contre le régime colonial.

Sous sa direction, avec Boualem Khalfa et Abdelhamid Benzine, épaulés par une multitude de jeunes journalistes militants et de collaborateurs de différentes origines

ethniques qui se dépensaient sans ménagement, comme Kateb Yassine, Zanettacci, Salort, Alger républicain devient vite le principal organe algérien de lutte anti-impérialiste. Il apporte une contribution de premier plan à la propagation des positions du mouvement national, au ralliement de l'immense majorité du peuple algérien à la nécessité de rompre avec l'ordre colonial. Le journal acquit une renommée nationale et internationale parce qu'il liait étroitement entre elles les luttes anticolonialistes, les luttes sociales des travailleurs agricoles, des ouvriers de l'industrie du tabac, des paysans spoliés par les colons, des dockers refusant de charger les armes sur les navires à destination du Vietnam, le soutien au combat du peuple vietnamien, des peuples marocain et tunisien pour se libérer du colonialisme, au peuple coréen agressé par l'impérialisme américain sous la bannière de l'ONU, la dénonciation de l'exécution des époux Rosenberg accusés mensongèrement d'espionnage au profit de l'URSS, sa solidarité avec les victimes du maccarthysme aux USA, la défense du socialisme et de l'URSS, la lutte pour la paix, etc.

Sa ligne éditoriale partait implicitement de l'idée que la libération nationale devait être une première étape dans le grand combat, de portée mondiale, pour le socialisme.

Sans faire de concession sur la question coloniale, Alger républicain déploie avec énergie un travail politique destiné à gagner les travailleurs d'origine européenne à la nécessité de reconnaître au peuple algérien le droit à décider de son destin. Il s'efforçait d'isoler la minorité des gros colons, d'unir dans un même combat les exploités de toutes origines contre leurs ennemis de classe communs, la bourgeoisie impérialiste, de tenter de préparer les conditions politiques d'une Algérie nouvelle qui bannisse les distinctions de race, de religion ou d'origine, tournée vers l'abolition de toutes formes d'exploitation et d'oppression externe ou interne.

Alger républicain devient la "bête noire" des colons, des bachaghas, leurs collaborateurs indignes, de la bourgeoisie métropolitaine, des fascistes ultra-colonialistes, de toutes les forces impérialistes en France ou aux USA.

Le déclenchement de l'insurrection armée pour la libération nationale bénéficia naturellement du soutien sous des formes multiples d'Alger républicain. A la violence des colonialistes, le peuple algérien avait le droit d'opposer sa violence pour se libérer. Ce n'est jamais de gaité de coeur que les révolutionnaires et les communistes se décident à passer de l'action politique à l'action armée, lorsque l'exploiteur ou l'opresseur ne veut pas entendre raison et que toutes les formes de luttes pacifiques sont épuisées. Les classes exploiteuses recourent systématiquement à la violence quand leurs privilèges sont sérieusement menacés, y compris dans les pays capitalistes "démocratiques" où la bourgeoisie peut abolir la démocratie formelle et passer au fascisme afin de mater le mouvement ouvrier. Cette loi de la lutte des classes, les communistes éduqués par la théorie marxiste-léniniste l'avait assimilée.

Pour le faire taire, pour l'empêcher de révéler les crimes commis par l'armée coloniale, les colonialistes intensifièrent leurs mesures répressives. Une pluie de condamnations à de lourdes peines de prison ou de fortes amendes, sans parler de la censure impitoyable, s'abattit sur le journal. Les autorités coloniales décident de l'interdire en 1955 en même temps qu'elles interdirent le PCA. Henri est contraint à mener une vie clandestine périlleuse. De nombreux journalistes rejoignent le maquis où ils tombèrent au champ d'honneur. Collaborateur du journal, Henri Maillot tombe à son tour sous la mitraille des forces répressives après s'être emparé d'un camion d'armes en avril 1956 dans le cadre d'une opération organisée par les groupes armés du PCA, les Combattants de la Libération, sous la direction de Bachir Hadj Ali et de Sadeq Hadjerès. Ces armes furent remises à l'ALN et aux CDL.

Henri Alleg affronte dans la clandestinité la répression colonialiste

Henri Alleg est quant à lui chargé par son parti d'informer l'opinion française en envoyant des articles au journal l'Humanité pour continuer à dénoncer la répression qui s'abat sur l'ensemble du peuple algérien et de ses forces patriotiques et à faire connaître les objectifs du combat armé entamé par le Front de Libération Nationale le 1er novembre 1954.

Il fait l'objet d'une traque impitoyable. Il ne fut capturé que deux longues années après par les sinistres parachutistes de Bigeard et de Massu, couverts par le socialiste Robert Lacoste, gouverneur général d'Algérie, exécutant zélé des pouvoirs spéciaux, obtenus du parlement par le gouvernement de Guy Mollet sur la base de la promesse mensongère d'instaurer la paix en Algérie. Il est arrêté en juin 1957 sur le seuil du domicile de Maurice Audin, lui aussi membre du PCA, professeur de mathématiques à l'Université d'Alger, arrêté et torturé à mort, le corps enterré dans un lieu tenu secret jusqu'à aujourd'hui.

Henri est affreusement torturé. Pas un mot ne sortit de sa bouche, sauf pour fustiger ses bourreaux. Grâce à son attitude courageuse exemplaire, l'armée coloniale ne réussit jamais à mettre la main sur les dirigeants du PCA. Leur organisation clandestine put poursuivre son travail de coordination de la lutte des communistes et son soutien politique national et international à l'action du FLN.

Henri n'échappa au sort qui attendait la plupart de ceux qui tombaient dans les griffes de leurs tortionnaires que grâce à l'action énergique de son épouse Gilberte, militante admirable elle aussi, et à la campagne d'information animée par l'Humanité avec l'appui des personnalités humanistes les plus courageuses que comptait la France. Dans la prison de Barberousse il ne s'avoue pas vaincu. Il continue le combat. Il rédige secrètement "La question" qu'il réussit à faire parvenir en France par l'entremise de son avocat. Il y décrit la pratique de la torture comme pratique érigée en système visant à la destruction physique violente des réseaux patriotiques et de la propagation de la

terreur généralisée pour briser la résistance du peuple algérien, maintenir par la force un ordre colonial condamné par l'histoire. Cette pratique abominable des régimes exploités, Henri s'était moralement et psychologiquement préparé depuis 1941, lors de son adhésion au PCA, à la subir un jour. Le livre de Henri eut un énorme retentissement en France et dans le monde. Ce livre servit puissamment la cause du peuple algérien en révélant le véritable visage des défenseurs du colonialisme et du monde dit "libre".

En prison, Henri avait résisté non seulement aux menaces de ses geôliers colonialistes mais aussi aux pressions morales "amicales" de membres du FLN pour qu'il répudie ses idéaux communistes, rompe avec son parti au motif que la guerre de libération exigeait de tous les anti-colonialistes de se fondre en un mouvement unique. Comme la quasi-totalité des communistes algériens confrontés à ces pressions, Henri ne céda pas, convaincu que les travailleurs allaient avoir grand besoin dans l'Algérie indépendante d'un parti de classe résolu à transformer la révolution nationale-démocratique en révolution socialiste. L'indépendance ne pouvait être qu'une étape historique et non une fin en soi, sur le chemin long et ardu de l'émancipation des classes exploitées et le rapprochement sur des bases nouvelles entre les peuples enfin délivrés de l'intoxication idéologique de leurs exploités.

Condamné à 10 ans de prison il est transféré en France. Il s'évade de prison en 1961 avec l'aide de l'organisation du PCF. Il rejoint la délégation extérieure du PCA à Prague où il va déployer avec une énergie redoublée un travail de propagande intense pour contribuer à achever l'isolement sur le plan international de l'impérialisme français à la veille des négociations que le gouvernement français est obligé d'engager avec le FLN et qui seront consacrées par la signature le 18 mars 1962 des Accords d'Evian.

Les nouvelles tâches des communistes dans l'Algérie indépendante

Le 3 juillet 1962, l'indépendance est enfin proclamée. Une étape historique venait d'être franchie. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes avaient offert leur vie pour que l'Algérie arrache son indépendance.

Inévitablement le conflit qui avait opposé au colonialisme l'immense majorité du peuple algérien allait céder la place à des clivages de classe internes sur les objectifs à assigner à la construction d'un pays devenu indépendant.

Le PCA et Alger républicain devaient jouer pleinement leur rôle dans la nouvelle situation historique pour éclairer les travailleurs sur le contenu socio-économique et politique des objectifs des nouveaux combats, la lutte pour la libération économique et sociale, la démocratie au profit des masses laborieuses, le socialisme. La question qui se posait était de savoir si l'indépendance devait apporter ses bienfaits à l'ensemble des couches laborieuses du pays ou profiter seulement à une minorité de nouveaux

nantis.

Henri et ses camarades s'engagent sans hésitation dans cette nouvelle bataille. Ils relancent Alger républicain. Ils durent pour cela affronter et surmonter avec courage et détermination l'opposition ouverte ou honteuse, les menaces de liquidation à peine voilées émanant de certains responsables FLN hostiles à l'action indépendante des communistes et à ce qu'ils allaient représenter dans le combat pour les choix fondamentaux de l'Algérie nouvelle.

Il s'agissait de déjouer les plans de l'impérialisme français qui n'allait pas s'avouer vaincu dans ses tentatives de maintenir ses positions économiques et politiques dans son ancienne colonie. Il allait s'adapter au nouveau rapport des forces, prenant appui sur les classes couches sociales algériennes qui aspiraient seulement à remplacer les "Cent seigneurs de la colonisation" sans toucher aux intérêts économiques fondamentaux du grand capital français en Algérie. En même temps, il fallait mettre en échec les tentatives des couches possédantes ou privilégiées algériennes de s'ériger en classes au pouvoir et de prendre la place et les biens abandonnés par les Borgeaud et les bachaghas Boualem. L'action de Henri et de ses compagnons devait tendre surtout aux premiers jours cruciaux de l'indépendance à empêcher la transformation en guerre civile des divergences surgies à la réunion du CNRA à Tripoli entre les responsables du FLN. Elle devait soutenir le contenu positif du programme soumis au cours de cette réunion, appeler les travailleurs et la paysannerie pauvre à se battre pour son application, contribuer à organiser le mouvement spontané des travailleurs qui s'étaient dressés contre l'accaparement par une nouvelle bourgeoisie des terres et des usines abandonnées par les colons et les patrons capitalistes dans leur fuite vers la France et qui s'étaient mis à les gérer eux-mêmes.

La situation politique était complexe. Le régime qui se mettait en place était hétérogène sur le plan des choix idéologiques. Il était traversé de contradictions profondes obscurcies par des querelles subjectives héritées du mouvement national. Une aile des nouveaux dirigeants proclamait dans les discours publics son attachement au socialisme. Mais d'autres franges ne pensaient qu'à s'enrichir et à s'emparer des biens laissés par les Européens évitant de s'opposer ouvertement à l'option socialiste proclamée formellement dans le Programme de Tripoli. Leur tactique consistait à saboter sournoisement l'application des choix officiels et à bercer les masses de fausses promesses en attendant de conquérir assez de poids économique et politique pour tourner la page du socialisme. Le PCA représentait à leurs yeux une menace pour leurs aspirations égoïstes. Ils surent tirer profit des contradictions des dirigeants de la petite-bourgeoisie qui n'acceptaient pas de laisser les travailleurs et le PCA jouer un rôle politique indépendant. Son interdiction en novembre 1962, au nom de l'unicité du FLN, soi-disant indispensable à l'unité du pays et de ses forces patriotiques, quatre mois à peine après l'indépendance, avait été approuvée, à de très rares exceptions, par toutes les tendances du nouveau régime. Elle laissait planer sur le journal co-dirigé

par Henri un danger permanent de suspension, sous les motifs les plus fourbes, même s'il n'était pas l'organe du PCA.

L'équipe dirigée par Henri, Boualem Khalfa et Abdelhamid Benzine, eut à défendre le droit du peuple à la parole contre les manoeuvres des arrivistes et réactionnaires camouflés, à soutenir les décisions positives du gouvernement, à appeler à des décisions radicales qui s'inscrivaient dans le processus d'achèvement de la révolution nationale-démocratique, telles que la réforme agraire, la nationalisation des hydrocarbures et des mines, la participation démocratique des masses populaires à la gestion du pays et au contrôle à tous les niveaux de leurs représentants. Elle avait par exemple dénoncé la caporalisation de l'UGTA lors de son premier congrès en 1963. Appliquant les orientations tactiques du PCA, elle tentait de favoriser les décantations au sein du régime et de la société pour faire mûrir l'union des forces révolutionnaires dans un parti d'avant-garde, socle d'un front patriotique dirigeant l'édification nationale. Sur le plan international, Henri déploya tout son talent pour que le journal contribue à l'expression de la solidarité effective de l'Algérie indépendante avec le combat des mouvements anti-colonialistes et anti-impérialistes en Afrique et dans le monde, au renforcement des liens avec le camp socialiste et l'URSS. "Victorieuse Cuba", le témoignage vibrant de Henri Alleg est publié dans Alger républicain. Ce livre joua un grand rôle dans le soutien au pays qui venait de se libérer de l'emprise des USA et de la dictature de Batista, sa marionnette. Ce travail contribua à sceller les rapports de solidarité nés depuis le renversement de cette dictature en 1959 entre Cuba et l'Algérie combattante. Cuba apportera un soutien concret à l'Algérie perfidement agressée par l'armée du monarque marocain en 1963.

Henri mena au sein de son parti un combat ferme pour que, tout en soutenant les premières mesures progressistes du gouvernement de Ben Bella - nationalisation des terres des colons en octobre 1963, création d'entreprises publiques, telles que Sonatrach et SNS, et de centres de formation pour préparer la récupération des richesses naturelles et leur transformation en Algérie dans le processus de l'indispensable industrialisation - il ne cède pas à l'illusion que le FLN pouvait se transformer en parti capable d'exprimer l'idéologie de la classe ouvrière et de mener de façon conséquente la lutte pour le socialisme. Le risque de sabotage du PCA était devenu sérieux après l'adoption de la Charte d'Alger par le congrès du FLN d'avril 1964. Cette Charte se caractérisait par un contenu idéologique proche de idées du socialisme scientifique mais comportait en même temps la marque de l'hégémonisme petit-bourgeois réfractaire à l'action et à la mobilisation démocratiques indépendantes de la classe ouvrière. Dans la pratique, il existait un divorce grandissant entre les orientations décidées à l'initiative du courant socialisant et la nature socio-économique anti-socialiste d'un grand nombre de responsables très influents dans l'appareil administratif et militaire qui commençait à s'installer. Dans de telles conditions, la meilleure aide que le PCA pouvait apporter au processus de décantation et de différenciations était de préserver son indépendance, d'éviter de succomber à la

tentation d'une fusion dont les conditions n'étaient en fait pas réunies. Une éventuelle fusion ne pouvait être qu'un leurre en raison notamment de la négation du droit à l'existence légale du PCA pour discuter sur un pied d'égalité avec l'aile progressiste du FLN, du refus de ce front-parti d'adhérer aux thèses du marxisme. Henri s'était opposé au sein du Bureau politique à l'auto-dissolution du PCA et à la dilution de ses militants dans le FLN. Il défendait la nécessité de préserver l'indépendance idéologique et organique du PCA, comme parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière, ne se laissant pas duper par la phraséologie ultra-révolutionnaire du socialisme petit-bourgeois réfractaire à l'idéologie prolétarienne. Dans cette lutte difficile les défenseurs du capitalisme poussaient les différents courants petit-bourgeois à l'affrontement avec les communistes. Cela était visible en 1963 quand Alger républicain avait été censuré pour avoir condamné la sanglante répression anticommuniste opérée en Irak après le coup d'Etat du baath. Même si elles affichaient un penchant socialisant, de multiples franges de la petite-bourgeoisie pouvaient à tout moment basculer dans la tentation de réprimer par la violence le mouvement communiste.

Alger républicain s'efforçait sous la direction conjointe de Henri et de Boualem Khalfa, en concertation étroite avec les dirigeants du PCA, de clarifier les enjeux, d'armer idéologiquement les travailleurs, de rapprocher les différents courants révolutionnaires. Dans les nouvelles conditions de l'Algérie indépendante, Alger républicain était à la fois le porte-voix des positions du PCA interdit et la tribune de discussions et de dialogue de toutes les forces, au sein ou en dehors du FLN, qui s'interrogeaient sur le moyen de créer un parti d'avant-garde unifié comme force dirigeante des transformations socio-économiques dans la perspective du socialisme et qui agissaient concrètement dans cette voie. Henri en avait pleinement conscience et assumait en connaissance de cause toutes les implications politiques qui en découlaient, y compris l'éventualité de dangereux retournements de situation.

Après le coup d'Etat du 19 juin 1965

C'est ce qui se produisit à la veille et après ce coup d'Etat.

D'abord, les dirigeants du régime, Ben Bella à leur tête, avaient décidé de faire disparaître le journal en le fusionnant avec Le Peuple à la veille de la commémoration du 3^{ème} anniversaire de l'indépendance du pays, soi-disant pour unifier toutes les capacités idéologiques dans la défense de la "révolution socialiste". En fait, la décision dissimulée sous la couverture de la création d'un organe unique chargé exprimer les orientations "socialistes" du FLN telles que définies dans la Charte d'Alger, camouflait de façon grossière la liquidation du journal. Elle préluait à l'éviction de Henri notamment qui devait être désigné dans un premier temps au poste purement honorifique de rédacteur en chef de l'agence de presse officielle APS. Quelles qu'aient été les intentions des personnalités progressistes du régime, la résultante des rapports de force d'un régime hétérogène ne pouvait être que négative. Objectivement, le

véritable but de l'opération était de faire taire la voix des communistes, la seule qui n'hésitait pas à se faire l'écho du mécontentement des masses populaires, à dénoncer les magouilles et tripatouillages de toute une faune de responsables occupés à utiliser leurs postes dans l'Etat pour s'enrichir de façon effrénée.

Ensuite le renversement du chef de l'Etat a été accompagné de la fermeture du journal pour son refus de publier la proclamation des factieux.

Réduite à un noyau sans base, suite à la décision unilatérale de quelques uns d'entre eux de dissoudre leur parti, les dirigeants en exercice du PCA n'étaient pas prêts à analyser avec rigueur la nouvelle situation et à donner de justes orientations aux nombreux militants dispersés depuis un an. Les erreurs d'analyse et d'appréciation du véritable rapport des forces dans la société, les illusions entretenues par les discours publics du président déchu, la surestimation du poids réel des fractions progressistes du régime, la sous-estimation de l'influence de son aile droite et réactionnaire, la méconnaissance de la nature des contradictions internes d'un régime, issu de la guerre de libération et donc fondamentalement hétérogène sur le plan de sa structure sociale et de ses orientations idéologiques, avaient conduit à une opposition frontale irréfléchie au nouveau pouvoir, considéré en bloc comme un régime réactionnaire.

Les courants réactionnaires du régime avaient exploité ces positions pour déclencher une féroce répression anti-communiste, affaiblir et opposer les uns aux autres les différentes composantes des forces progressistes et anti-impérialistes du pays.

Au milieu d'un déchaînement de propagande anti-communiste, enveloppée sous un chauvinisme anti-européen indigne, Henri doit de nouveau poursuivre la lutte dans la clandestinité. C'est sur la décision prise par les dirigeants du PCA dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat qu'il dût se résigner, à son corps défendant, à quitter le pays où il s'était battu contre l'oppression, l'exploitation et les injustices durant 27 ans. Il rejoint la France pour mener le travail que la direction du PCA lui avait confié: animer à l'étranger un travail d'information auprès du mouvement communiste international afin d'organiser la solidarité avec les communistes et progressistes algériens en butte à la répression et à la torture, organiser les travailleurs algériens dans l'immigration. Il était la personne la mieux indiquée pour mener à bien ce travail vital.

Il assumera la direction de la représentation extérieure du PAGS.

Ce n'est que sept ans après son départ que, coupé physiquement malgré lui de l'Algérie, mais convaincu qu'une nouvelle génération de cadres communistes algériens s'était formée pour diriger son parti, il décide avec l'accord de la direction du PAGS de s'engager au sein du PCF. Sa décision était dictée par le désir de donner le meilleur de lui-même dans la lutte contre le capitalisme en France. En tant qu'internationaliste il appliqua le principe de l'obligation de militer dans les rangs du parti communiste du pays d'accueil, comme il l'avait fait en 1941 en adhérant au PCA, comme il l'aurait fait ailleurs si les hasards de la vie n'avaient pas contrarié son projet d'aller en Amérique

latine où il aurait certainement mené son combat avec les communistes de ce continent contre les dictatures à la botte de l'impérialisme américain.

Henri rejoint l'Humanité. Il prolonge dans ce journal le travail du PAGS pour appuyer les mesures positives du régime de Boumediene tout en exprimant son rejet de la répression anticomuniste. Mais il n'approuvera pas les orientations prises par ce journal en direction de l'Algérie lorsque, fasciné par l'action progressiste et anti-impérialiste du régime de Boumediene, et passant sous silence ses contradictions, le PCF rompit avec le PAGS, établit des relations privilégiées avec le FLN. L'Humanité avalise le discours socialiste officiel et présente le FLN, au mépris des réalités, comme une organisation d'avant-garde révolutionnaire engagée dans la réalisation de la société socialiste. Henri ne pouvait tolérer de telles erreurs de jugement, encore moins accepter que le PAGS soit interdit de présence à la fête de l'Humanité au profit du FLN, jusqu'à ce l'explosion d'octobre 1988 et la répression sanglante qui s'en suivit montrèrent que ce parti n'incarnait en rien les aspirations des travailleurs.

Parallèlement, Henri mène un travail titanesque pour décrire dans de nombreux ouvrages ce que fut le colonialisme et sa guerre en Algérie, pour montrer les réalités du capitalisme américain, pour faire connaître le travail d'édification d'une nouvelle société dans les républiques de l'Asie centrale de l'URSS, etc.

Durant les journées d'octobre 1988, il appuie le travail mené en France sous la direction de Boualem Khalfa pour dénoncer les exactions commises par les forces répressives du régime de Chadli contre les jeunes. Il contribua à la rectification de la ligne de l'Humanité qui prit peu à peu ses distances vis-à-vis du régime algérien.

Henri Alleg défend le socialisme face à la horde des revanchards après la contre-révolution en URSS

A la fin des années 1980, la contre-révolution redressa la tête en URSS et dans les pays socialistes. Encouragée par le soutien des régimes capitalistes et de toutes forces rétrogrades dans le monde, exploitant les graves erreurs économiques commises sous la pression de couches sociales opposées à l'approfondissement du socialisme, ou les questions complexes et nouvelles surgies des progrès même de la construction du socialisme, elle s'empare du pouvoir avec l'aide de groupes dirigeants capitulards intimidés par les conséquences de la "guerre des étoiles" engagée par Reagan. L'humanité tout entière est plongée dans la régression. Cette victoire est le signal d'une contre-offensive générale de la bourgeoisie dans le monde. Les conquêtes sociales de la classe ouvrière et des travailleurs sont remises en cause. L'impérialisme longtemps tenu en respect par l'Union soviétique et contraint à reculer sur tous les continents, après avoir subi défaite sur défaite, se lance dans des agressions meurtrières, comme celle qui a ravagé l'Irak et celles qui ont mis à feu et à sang une bonne partie de l'Afrique. Les organes de l'impérialisme: FMI, Banque mondiale, OMC, OTAN, etc.,

s'ingèrent dans la gestion économique de tous les pays du monde pour dicter leurs recettes, casser les systèmes de protection sociale, ouvrir de force les frontières des pays pris dans leurs rets aux mouvements sauvages des capitaux de la bourgeoisie monopoliste.

La défaite du mouvement communiste a provoqué un reflux. La réaction déclenche dans les anciens pays socialistes la chasse aux sorcières. En RDA les dirigeants demeurés fidèles à leurs idéaux sont persécutés devant les tribunaux revanchards montés de toutes pièces par l'impérialisme allemand sous l'instigation des USA. Les arrivistes de tout crin ont viré de bord et joint leur voix au concert de propagande sur l'échec "irrévocable" du socialisme. Dans tous les partis communistes, les courants opportunistes s'enhardissent et arrivent dans la plupart des cas à imposer l'abandon des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme. Le plus souvent ils continuent à arborer l'étiquette "communiste" pour tromper les travailleurs et les jeunes attachés à la poursuite de leur combat en dépit de la défaite, ou utiliser ce qualificatif comme fonds de commerce et moyen de marchandage dans des alliances électorales sans principe.

En Algérie même les renégats sabordent le PAGES et se font les agents de propagande d'un soi-disant capitalisme moderne, étape indispensable selon eux "au développement des forces productives". Nombre de ses cadres sont devenus des apologistes du "modèle" sud-coréen ou brésilien.

Dans ce concert international de vociférations anti-communistes et de cris de joie de la bourgeoisie, les convictions de communistes comme Henri ne sont pas ébranlées. Des hommes comme lui ne sont pas venus au socialisme comme d'autres embrassent des effets de mode ou utilisent les résultats des luttes comme rampe de lancement pour assouvir leurs ambitions personnelles mesquines. Leurs convictions se sont forgées dans les plus dures conditions de l'affrontement avec les régimes bourgeois, quand la lutte côtoyait en permanence la perspective de la mort sous la torture. Elles sont assises sur une assimilation profonde des lois de la lutte des classes, des enseignements de la théorie scientifique élaborée par Marx, Engels, Lénine et leurs continuateurs.

Loin d'abandonner la lutte ou de se laisser vaincre par le découragement, Henri a mené la bataille pour la défense du communisme sur plusieurs plans:

- il a décrit et dénoncé les fruits pourris de la destruction du socialisme en URSS, montrant de façon concrète aux travailleurs du monde entier, matraqués par la propagande bourgeoise, comment les peuples de cette union fraternelle ont été dépossédés de leurs biens collectifs par une bourgeoisie rapace et réduits à une misère épouvantable inimaginable.

- il a participé activement dans le Comité international Honecker à la défense d'un

dirigeant révolutionnaire honnête et courageux, jeté en prison non par son peuple mais par la bourgeoisie de l'Allemagne de l'ouest revancharde qui n'avait rien d'autre à lui reprocher que le fait d'avoir participé à la construction d'une société bâtie sur d'autres bases que la propriété capitaliste.

-il a mené en France jusqu'à son dernier souffle une lutte opiniâtre pour la reconstruction d'un parti communiste retournant aux sources du congrès de Tour et renouant avec les principes qui avaient fait de lui un grand parti de classe, puisant sa force dans sa résolution à abattre le capitalisme, à conduire le prolétariat français à la conquête du pouvoir et à la socialisation des grands moyens de production.

-il a soutenu de toutes ses forces l'oeuvre difficile de reconstruction du parti communiste en Algérie en exprimant en permanence sa solidarité avec le PADS.

Henri a réaffirmé lors de son dernier séjour en Algérie qu'il demeurait toujours "bolchiste", terme déformé utilisé par un colon réactionnaire pour fustiger les communistes.

Parlant de la disparition de l'URSS dans les derniers paragraphes de "Mémoire algérienne", il nous a laissé en termes remarquablement condensés un message profondément optimiste:

"Non, ce n'était pas la "fin de l'histoire" comme ce ne l'était pas après la défaite de Spartacus ou de la Commune de Paris. Sur tous les continents, des multitudes d'hommes et de femmes reprenaient et reprendraient encore victorieusement le flambeau, plus forts, plus expérimentés, plus unis, plus conscients encore que ceux qui les avaient précédés, aussi résolus et aussi confiants en l'avenir.

Le parcours restait inachevé. Son terme se révélait seulement plus lointain, plus douloureux et plus difficile à atteindre que nous ne l'avions cru, mais nous savions aussi que nous ne pourrions jamais renoncer à ce qui a été et demeurait notre première et lumineuse raison de vivre : poursuivre, avec des millions d'autres, la lutte séculaire des exploités, des opprimés, des "damnés de la terre" pour que naisse enfin un autre monde, un monde de vraie liberté, de vraie fraternité".

Le souvenir de Henri restera gravé à jamais dans la mémoire des communistes non seulement d'Algérie et de France, mais du monde entier.

Les révolutionnaires poursuivront partout dans le monde son combat pour une société où les travailleurs délivrés de l'exploitation et de l'oppression de classe construiront un monde de coopération et de fraternité débarrassé des haines et des guerres engendrées par les régimes révolus.